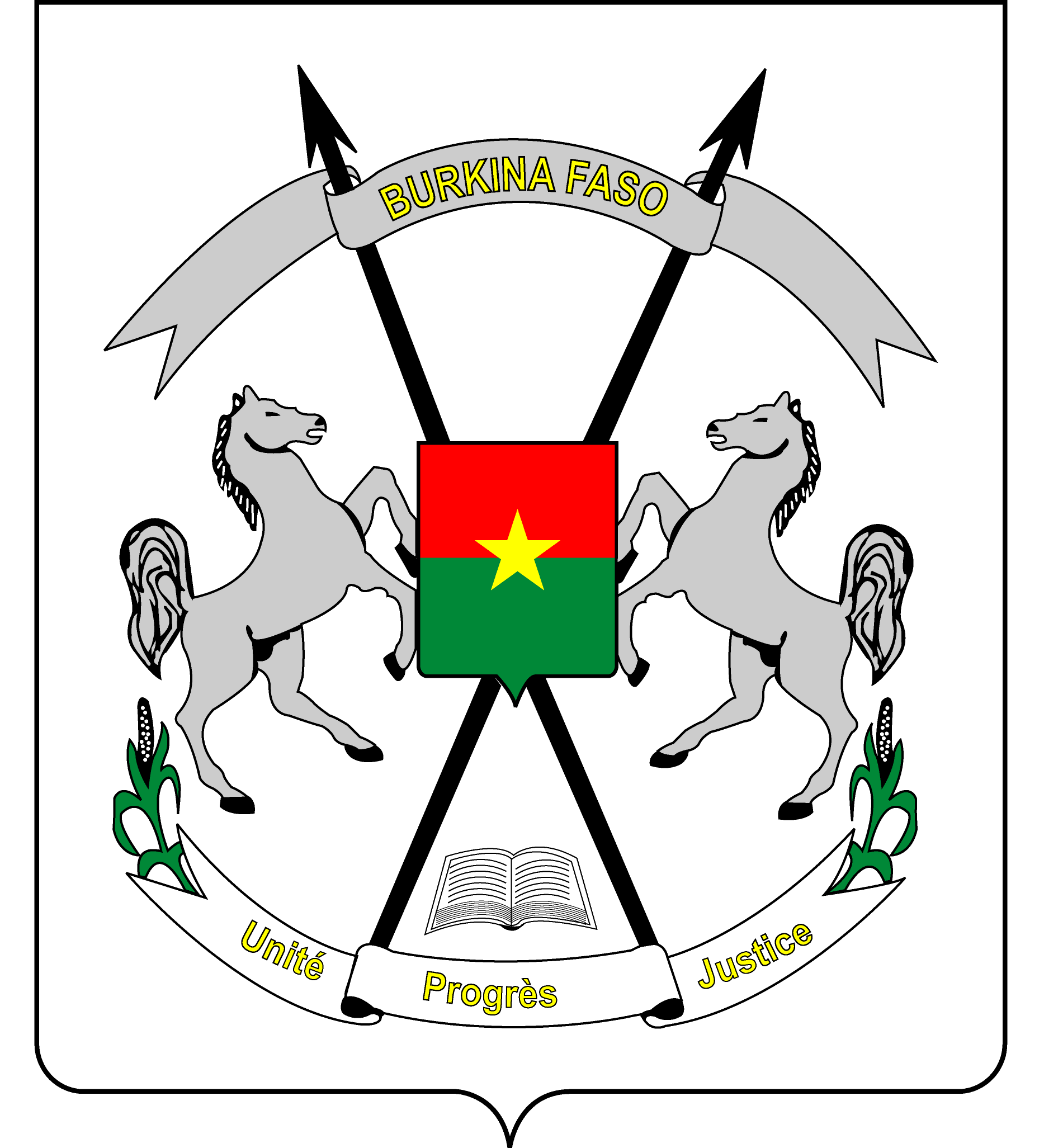
**MINISTERE DE LA FONCTION BURKINA FASO**

**PUBLIQUE, DU TRAVAIL \*\*\*\*\*\*\*\*\*\***

**ET DE LA SECURITE SOCIALE Unité – Progrès – Justice**

**\*\*\*\*\*\*\*\*\*\***

**Atelier technique sur le choix du panier de soins à couvrir par l’AMU**

**DISCOURS DE MONSIEUR LE MINISTRE**

**DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE**

**Ouagadougou, Palace Hotel**

**09 juin 2015 – 08 heures**

**Distingués invités,**

**Mesdames, Messieurs,**

Avant tout propos, permettez-moi de remercier tous les acteurs ici présents, pour leur grande mobilisation et leur disponibilité à apporter leur contribution au processus de mise en place de l’assurance maladie universelle dans notre pays. Cela traduit l’expression claire de la synergie d’action développée autour de ce projet qui constitue une priorité inscrite dans l’agenda du Gouvernement.

Je voudrais saluer la présence de Madame la représentante résidente de l’OMS qui, malgré ces multiples occupations nous honore de sa participation effective à la cérémonie de ce matin. Je profite de sa présence à cette tribune pour lui témoigner toute la reconnaissance du Gouvernement du Burkina Faso pour les appuis constants et la contribution inestimable de l’OMS à l’organisation de l’atelier qui nous réunit aujourd’hui.

Mes remerciements s’adressent également aux autres Partenaires au développement pour leur engagement en faveur du processus de mise en place de l’assurance maladie, et, plus généralement, leur soutien aux actions du Gouvernement en matière de promotion et de développement de la protection sociale.

A cet égard, il me plait de saluer la coopération exemplaire avec les membres du réseau de partenaires P4H, qui ont permis la mise en œuvre d’actions concrètes en faveur de l’extension de la couverture du risque maladie. Puissent ces partenariats s’élargir et s’intensifier pour accélérer l’atteinte de l’objectif d’un socle de protection sociale au Burkina Faso et la progression de notre pays vers la couverture maladie universelle.

**Distingués invités,**

**Mesdames, messieurs,**

L’un des enseignements que l’on peut tirer des événements des 30 et 31 octobre dernier concerne le besoin et la soif d’égalité des citoyens burkinabè devant les droits sociaux, économiques et politiques. C’est pourquoi la question de la réduction des inégalités en santé constitue aujourd’hui, plus que par le passé, un sujet de préoccupation majeure et les instances de la Transition ont décidé d’y faire face avec la plus grande détermination.

Comme vous le savez, de nombreux efforts ont déjà été fournis par le Gouvernement et continuent encore de l’être, afin de faciliter l’accès des populations aux soins de santé. Les différents régimes de financement de la santé, qui varient des subventionnements des soins obstétricaux et néo nataux d’urgence (SONU) aux différentes gratuités, en passant par les programmes spécifiques existants sont autant de preuve de ces efforts consentis depuis des décennies.

En témoigne également les « actions concrètes proposées dans le domaine de la santé en réponse aux préoccupations des populations » et adoptées en Conseil des ministres le 11 mars 2015. Il en est de même des dernières décisions prises lors du Conseil des ministres extraordinaire en date du 16 mars dernier dans le cadre du Programme socioéconomique d’urgence de la Transition.

Dans le but de consolider les acquis, le Gouvernement s’est également engagé dans une démarche holistique visant l’accès équitable de toutes les populations aux soins de santé et la protection financière des ménages à travers une mutualisation du risque maladie à l’échelle nationale.

L’option d’une assurance-maladie universelle présente, à cet égard, l’avantage de compléter les efforts déjà consentis et de briser les dernières barrières financières qui empêchent nombre de nos concitoyens d’accéder aux soins de santé. Il s’agit là d’une réforme majeure qui, si elle est menée à son terme avec succès, pourrait marquer les générations futures comme la principale expression de la solidarité nationale et de la cohésion sociale.

**Distingués invités,**

**Mesdames, messieurs,**

Les réflexions menées dans le cadre du processus de l’assurance-maladie universelle ont permis de faire des choix stratégiques qui ont fait l’objet de larges concertations avec les forces vives de la Nation en 2013.

A la faveur de cette démarche participative, nous disposons aujourd’hui d’un avant-projet de loi actuellement en cours d’examen au niveau des instances gouvernementales. C’est l’occasion pour moi d’adresser mes vives félicitations aux membres du comité de pilotage et à tous les autres acteurs pour les résultats atteints. Grace à leur engagement et à leur déterminations, nous sommes en mesure de cerner les contours de l’Assurance maladie universelle en construction dans notre pays.

C’est également le lieu pour moi de rassurer l’ensemble des acteurs que le dossier sur d’assurance-maladie universelle n’est pas enterré. Abandonner le processus de l’AMU dans le contexte actuel serait anachronique, car la Transition en cours est la période par excellence de reconstruction de la cohésion sociale qui offre particulièrement l’opportunité de prendre en compte les attentes sociales en y apportant des réponses structurantes et holistique.

A cet égard et dans le but de favoriser l’émergence d’un modèle social, conformément au vœu populaire, l’AMU est et demeure une priorité pour le Gouvernement qui ne ménagera aucun effort pour son aboutissement.

**Mesdames messieurs**

**Chers participants,**

L’atelier qui s’ouvre ce matin s’inscrit dans la continuité des échanges déjà engagées depuis 2013 et qui se sont poursuivi entre mars et avril dernier avec mes collègues membres du Gouvernement, les acteurs de la société civile, les partenaires sociaux employeurs et travailleurs, les membre du Conseil national de la transition.

Les récentes rencontres que j’ai personnellement conduits m’ont permis de me rendre compte du travail abattu mais surtout du travail qui reste à faire. J’ai également noté que la question du panier de soins et son coût ainsi que celle relative au financement du régime d’assurance-maladie constituent des préoccupations récurrentes de la part des acteurs et des partenaires de l’AMU.

Les points inscrits à l’ordre du jour du présent atelier offrent l’occasion d’échanges sur ces questions essentielles avec pour objectif de parvenir à une vision partagée sur les prestations de soins de santé à offrir dans le cadre de l’AMU, leur coût pour la communauté et pour les individus, l’effort financier à consentir par l’Etat et j’en passe. Apporter des réponses consensuelles à ces questions permettra de franchir une étape décisive vers l’opérationnalisation de l’Assurance–Maladie Universelle.

Aussi, voudrais-je vous inviter à engager, sur la base des présentations qui seront faites, des débats francs, ouverts et constructifs permettant de consolider le consensus déjà noué autour de ce dossier. Je fonde l’espoir qu’au sortir de ces deux jours d’échanges, une, deux voire plusieurs pierres auront été apportées à la construction de l’édifice « Assurance-Maladie Universelle ».

C’est sur cette note d’espoir et en formant un vœu de plein succès à nos travaux que je déclare ouvert l’atelier technique sur le choix du panier de soins, son coût et le financement du régime d’assurance-maladie universelle.

**Je vous remercie.**